

SHORT NEWS

Pauvre église ?

Alors qu'ils pensaient avoir laissé la tempête derrière eux, les représentants de l'église catholique luxembourgeoise se retrouvent une nouvelle fois dans la tourmente à cause du dossier pédophile. Le nouvel archevêque Jean-Claude Hollerich aurait pourtant pu anticiper que son offre d'indemniser avec seulement 5.000 euros les victimes des attouchements par ses prêtres et ses nonnes provoquerait une levée de boucliers - certes pas dans le camp politique, où même l'opposition observe jusqu'ici un silence monastique, mais dans celui des ONG. Ainsi, l'AHA - l'Alliance des agnostiques et athéistes - fait la comparaison avec d'autres pays qui ont traversé des processus similaires : en Autriche les 20.000 euros payés par l'église aux victimes sont perçus par ces dernières comme une « gifle supplémentaire », tandis qu'en Irlande l'Etat a du moins déboursé quelque 60.000 euros par victime. Cela veut-il dire que l'église luxembourgeoise se situerait au bord de la faillite et serait donc dans l'incapacité de payer une indemnité adéquate ? On le saura peut-être bientôt, du moins si l'archevêché suit la recommandation de l'ancien ombudsman Marc Fischbach, entretemps nommé médiateur dans ce dossier, qui a réclamé sur RTL que l'église publie ses comptes en toute transparence. Il serait grand temps...

Fixerstuff: Provisorische Besserung

Unter reger Anteilnahme der Betreuer, Vertreter der Gemeinde und des Gesundheitsministeriums, der Rettungsdienste und der Polizei wurden letzte Woche die neuen provisorischen Abrigado-Containerstrukturen mit ihrer Tages- und Nachteinheit sowie einem Drogenkonsumraum feierlich eingeweiht. Es wurde höchste Zeit, denn die heruntergekommene alte Struktur, hatte nach acht Jahren längst ausgedient: Gemäß der „Broken-Window-Theory“ wonach beispielsweise ein zerbrochenes Fenster in einem leerstehenden Haus, später zu völliger Verwahrlosung führen kann, hatten die alten Strukturen ihr Limit sogar überschritten. Dass dennoch selbst ein gut ausgestatteter Konsumraum alleine nicht ausreicht, um den Problemen der Abhängigen zu begegnen, wurde von den Betreuern hervorgehoben. Gerade wenn ein Abhängiger versuche seinen Drogenkonsum einzuschränken, um eine Therapie anzustreben, daure es zu lange - zum Teil bis zu sechs Monate - ehe ein Bett in einer Klinik frei würde und das Risiko eine Rückfall steigt je mehr Zeit vergeht. Der Ausbau der Strukturen im Norden des Landes, sei laut Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo nie eine Priorität gewesen. „Es besteht kein Bedarf“, unterstrich der anwesende Ettelbrücker Bürgermeister Jean-Paul Schaaf auf Nachfrage der woxx. Dagegen soll in Esch laut Di Bartolomeo noch in diesem Jahr eine Fixerstube öffnen, die jedoch getrennt von einem Nachtfoyer funktionieren soll.

woxx@home

Ohne Herz kein Preis

Dass ein Artikel über das Recht von behinderten Menschen auf ihre Sexualität den „Coup de Coeur“ beim „EU-Journalistenpreis - Gemeinsam gegen Diskriminierung!“ gewonnen hat, finden wir gut. Besonders freuen wir uns darüber, dass er aus der Feder unserer Kollegin Christiane Walerich stammt. „Gegen alle Vorurteile“ erschien in der Nummer 1122 und kann im Online-Archiv unter www.woxx.lu/id_article/4873 nachgelesen werden. Der Beitrag zeigt, dass guter Journalismus sowohl Interesse am Thema als auch Fleiß bei der Recherche voraussetzt. Für einen solchen engagierten Artikel braucht es aber mehr: Betroffene, die bereit sind, nicht nur über die politischen sondern auch die persönlichen Aspekte des Themas zu reden. Die Preisverleihung findet am 24. Februar in der Maison de l'Europe im Rahmen einer Veranstaltung zum Thema Diskriminierung statt. Herzlichen Glückwunsch, liebe Christiane!

AKTUELL

INTERNET

Ad Acta

Luc Caregari

La cyber-guerre qui faisait tant fantasmer il y a quelques années vient de commencer. Et les défenseurs de la liberté du net affrontent les tenants de la « sécurité » dans les rues du monde entier.

La vague de protestation contre Acta (Anti Counterfeit Trade Agreement), un pacte commercial international qui veut imposer des normes draconiennes contre toutes sortes de contrefaçons dans le monde est devenue internationale. Des parlementaires polonais qui mettent des masques Anonymous, en passant par les partis des pirates européens qui se mobilisent, jusqu'au Luxembourg, où, après les pirates locaux, Déi Greng et Déi Lénk viennent de se joindre à la manif qui aura lieu ce samedi midi à la place d'Armes. Tout le monde est contre Acta. Mais personne ne saurait dire ce que contient vraiment cet « agreement », d'ailleurs déjà signé par les gouvernements de 22 pays européens, parmi lesquels le Luxembourg. L'obstacle premier à une compréhension des dimensions d'Acta est son opacité. Les négociations entre gouvernements et gros industriels ont eu lieu à huis clos, et même si le texte est désormais public, les protocoles de négociation manquent. Or, ils sont les clés de l'interprétation future du texte, qui entrera en application après avoir enjambé encore quelques obstacles démocratiques, dont le parlement européen.

Le problème avec Acta, c'est que beaucoup le perçoivent comme un texte ne concernant que des « trucs sur internet », alors que les implications dans le monde réel sont évidentes. Non seulement en ce qui concerne la répression contre les file-sharers et autres flibustiers de la toile, car Acta s'applique aussi bien aux biens matériels. Et c'est là que le bât blesse : les médicaments génériques, qui sont une vraie panacée pour le Tiers Monde qui ne peut pas se payer nos molécules « originales », pourraient bien être rendus illégaux, ce qui laisse entrevoir des catastrophes humanitaires en série. Mais ce n'est pas le seul secteur touché. En théorie, à chaque fois qu'on copie quelque chose et ne serait-ce qu'une image drôle trouvée sur un réseau social, les grandes firmes peuvent invoquer Acta pour vous réprimer. Et pour ce faire, ils auront besoin de tuer le der-

nier petit reste de sphère privée sur internet.

Pourtant, cette semaine une autre journée d'action est venue en rajouter à la confusion : le Safer Internet Day. Présenté par les responsables politiques comme une action de sensibilisation pour les plus jeunes surfeurs, la majorité des organisateurs de cette journée européenne ont fait passer en douce le message sous-jacent qu'à l'avenir, pour les jeunes il importerait autant de faire gaffe de ne pas copier que de se méfier des pédophiles sur internet. C'était le cas en Allemagne par exemple, où la ministre de la famille Kristina Schröder a fait comme si Acta était déjà devenu une réalité.

Quant à apprécier la valeur symbolique d'Acta, on n'a qu'à revenir quelques années en arrière quand, en France par exemple, la bataille autour des textes Hadopi 1 et 2 faisait rage. C'est la vieille guerre entre les tenants d'un droit d'auteur strict et rigide et la nouvelle communauté online qui s'est vite habitué au partage illimité de contenus. Alors que les premiers veulent par force imposer leur loi sans prendre garde aux conséquences néfastes qu'elle aura sur la réalité, leurs adversaires se montrent tout aussi inflexibles en ce qui concerne un éventuel compromis qui rémunérerait les créateurs de façon adéquate tout en respectant la liberté de chacun - alors que ces modèles existent (voir woxx 1011).

En d'autres mots, les enjeux d'Acta dépassent de loin ceux qui se battent pour ou contre ce texte. La bataille qui vient de commencer est la première d'un « Kulturkampf » qui risque d'avoir des conséquences qu'on n'ose pas encore imaginer. D'ailleurs, ironie du sort, si Acta devenait réalité, ce serait aux manifestants de payer en premier. Car le symbole choisi par la vague internationale - une pieuvre en train de manger le globe - est une copie d'une caricature utilisée fréquemment dans les années 1930 par la propagande nazie allemande...